

viande à la métropole. Si j'ai bonne mémoire, nous en expédions 60 millions de livres par mois à ce moment-là et nous avons pris l'engagement de porter cette quantité à environ 75 millions de livres. Or, afin de pouvoir expédier cette quantité, il fut proposé de réduire de 145 à 130 livres par tête, au moyen du rationnement, la consommation moyenne au Canada. Est-ce bien cela? La différence était, je crois, d'une quinzaine de livres.

L'hon. M. ILSLEY: Nous avons décidé de la réduire de 145 à 115 livres, mais nous nous sommes engagés à la porter à un peu plus de 130 livres.

M. BRACKEN: Et cela afin de pouvoir expédier plus de viande outre-mer?

L'hon. M. ILSLEY: Non, pour en expédier plus qu'en 1944, mais afin de fournir la quantité que nous nous étions engagés à fournir en 1945, c'est-à-dire plus que nous n'en aurions exporté autrement.

M. BRACKEN: Au retour de cette conférence, le Gouvernement s'est engagé à accroître la quantité de viande qu'il expédiait alors outre-mer.

L'hon. M. ILSLEY: Oui, je crois que c'est exact. Nous voulions expédier plus de viande que nous n'aurions pu le faire autrement. Si j'ai bonne mémoire, nos exportations de viande diminuaient, et nous tenions à maintenir notre programme.

M. BRACKEN: Le ministre a fait une déclaration en ce sens lorsqu'il a, le 24 septembre, formulé des observations sur la question du rationnement de la viande. Ses paroles se trouvent au compte rendu. Voici où je veux en venir. Le Gouvernement a projeté d'augmenter les quantités de viande qu'il expédiait outre-mer au moment même où notre production de viande diminuait du double des quantités dont il voulait accroître nos expéditions. Si le ministre veut bien examiner son exposé du 24 septembre, il verra que le Canada a produit, les huit premiers mois de cette année, 270 millions de livres de viande de moins qu'au cours de la période correspondante de l'an dernier, soit 30 millions de livres de moins par mois. En face d'une telle diminution, le Gouvernement s'est chargé d'expédier outre-mer 15 millions de livres de plus par mois. Pourquoi n'a-t-il pas imposé le rationnement de la viande?

L'hon. M. ILSLEY: L'honorable député fait allusion au mois d'avril? Il se demande pourquoi nous n'avons pas imposé le rationnement plus tôt?

M. BRACKEN: Oui.

[M. Bracken.]

L'hon. M. ILSLEY: Une partie de la population était opposée au rationnement, et nous ne pouvions pas recourir à une telle mesure du jour au lendemain. Le rationnement exigeait une période de préparation. D'autre part, nous avons étudié la question pendant assez longtemps avant d'en venir à une décision.

M. BRACKEN: Le point que je tiens à signaler découle de la déclaration même du ministre. Il a proposé, en septembre, de relever de 15 millions de livres les quantités de viande que nous expédions outre-mer chaque mois et, à cette fin, il a demandé aux Canadiens de consommer moins de viande. Dans ce même exposé, il a signalé ce que le Bureau de la statistique savait depuis toujours, savoir: que notre production de viande, d'après le chiffre des abatages, avait diminué de plus de 30 millions de livres par mois. Puisque le Gouvernement savait tout cela et qu'il connaissait la nécessité dans laquelle il se trouverait de recourir au rationnement, pourquoi ne l'a-t-il pas imposé à ce moment-là au lieu d'attendre au mois de septembre pour le faire?

L'hon. M. ILSLEY: Nous avons décidé de l'imposer longtemps avant le mois de septembre, mais les préparatifs ont demandé beaucoup de temps. Je crois que notre décision était prise dès le mois de juillet. Le milieu de l'été n'est guère le moment d'établir le rationnement de la viande. D'autre part, la mesure soulevait beaucoup d'objections. Une foule de gens étaient d'avis que le rationnement n'aurait pas pour effet d'accroître les quantités de viande disponibles pour l'expédition outre-mer, que la mesure entraînerait trop d'opposition et de mécontentement pour être réellement efficace. Il ne faut pas oublier toute l'opposition et tout le mécontentement auxquels le projet a donné lieu. Les mineurs de l'Alberta ont fait la grève pendant plus d'un mois, lorsque nous avons imposé le rationnement. Les bouchers de Montréal se sont également mis en grève. Nous avons reçu une foule de délégations. Nous avons conservé le rationnement, comme il convenait de le faire, mais tout cela démontre que ce n'était pas une mesure à prendre à la légère.

M. BRACKEN: L'opposition au rationnement, si forte fût-elle, n'aurait pas dû amener le Gouvernement à remettre la mesure à plus tard, étant donné qu'il augmentait nos expéditions de viande et que notre production accusait une diminution mensuelle presque deux fois aussi considérable que celle de l'année précédente. Le Gouvernement décida d'envoyer outre-mer 15 millions de livres de plus par mois au moment même où la production était de 30 millions de livres par mois infé-